

Madame,

Nous vous informons qu'en raison d'un mouvement social dans toute la France, le cabinet sera fermé du 05 au 15 janvier 2025.

Ce mouvement a lieu à l'appel de l'ensemble des syndicats de médecins en raison des attaques sans précédents envers le financement du secteur libéral. Pourtant, **Chaque jour**, les médecins libéraux assurent **plus d'un million** de consultations. Or, l'ONDAM (enveloppe qui régit les dépenses de soins) ne va augmenter que de 0,9% pour la médecine de ville. **Ce sous-ONDAM de ville, « historiquement bas » face au 2,4 % de l'hôpital, risque d'aggraver les fermetures de cabinets et l'effondrement des vocations.**

Depuis des dizaines d'années, les tarifs de remboursement de la sécurité sociale n'ont pas évolué dans les mêmes proportions que les charges de nos cabinets qui ne cessent de croître (inflation, hausse des salaires de nos employés, hausses des charges, augmentation des contraintes administratives, innovations médicales).

La seule façon d'équilibrer nos comptes a été de répercuter ces hausses par des compléments d'honoraire.

Actuellement, ces compléments d'honoraire, lorsqu'ils sont appliqués avec tact et mesure, conformément à notre code de déontologie, sont pris en charge par des mutuelles. Cela rend la médecine libérale accessible à tous. Les mutuelles tendent à se désengager alors même qu'elles augmentent vos cotisations.

Alors que les tarifs de la sécurité sociale étaient négociés avec les médecins jusqu'à maintenant, l'Etat a baissé en 2025 certains tarifs de façon unilatérale pour certaines spécialités et projette de l'appliquer à tous les soins.

Le projet de l'Etat pour la santé des Français est clair : limiter les dépenses par le rationnement là où il faudrait le faire par l'optimisation des soins.

Par cette grève, nous voulons défendre le système libéral actuel et participer à son amélioration. Pouvoir continuer à vous assurer les meilleurs soins.

Nous espérons que vous comprendrez le motif de cette grève. Nous regrettons profondément que vous en soyez impactée. Il est nécessaire de nous défendre aujourd'hui pour vous défendre demain.